



ARRETE DU MAIRE

PRIS LE 04 OCT. 2022

CL/ AF

N° 236 /2022

OBJET : Réfection de la couche de roulement – avenue de Paris (entre l'avenue du Général de Gaulle et la rue Carnot)

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122-24, L 2212-1, L 2213-1 et suivants,

VU le code de la route en vigueur et notamment les articles R 411-1 et suivants, R 417-10,

VU l'article R 610-5 du code pénal,

VU les décrets 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 modifiant le code de la route,

VU l'arrêté interministériel du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 portant modification de l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire,

CONSIDERANT la demande des sociétés COCHERY Ile de France chemin du Parc 95480 PIERRELAYE, et APPLIC SOL 9 avenue des Cures 95580 ANDILLY concernant la réfection de la couche de roulement avenue de Paris (entre l'avenue du Général de Gaulle et la rue Carnot) pour le compte du Conseil Départemental du Val d'Oise – 2 avenue du Parc 95000 CERGY.

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité, ainsi que de bonnes conditions de circulation et de stationnement,

ARRETE

Article 1 : Du 10 au 14 octobre 2022, les sociétés COCHERY Ile de France et APPLIC SOL sont autorisées à procéder à la réfection de la couche de roulement.

Article 2 : le stationnement sera interdit avenue de Paris (entre l'avenue du Général de Gaulle et la rue Carnot).

Article 3 : Les travaux s'effectueront de 21h00 à 6h00.

Article 4 : L'avenue de Paris sera fermée à la circulation depuis l'intersection avec la rue Carnot jusqu'à l'intersection avec l'avenue du Général de Gaulle.

L'avenue Kellermann sera fermée à la circulation depuis l'intersection avec les avenues d'Alembert et des Roses.

Article 5 : Des déviations seront mises en place par les sociétés COCHERY Ile de France et APPLIC SOL.

Article 6 : Les trottoirs devront rester accessibles aux piétons et aux personnes à mobilité réduite. Dans le cas où la circulation des piétons ne pourrait être maintenue sur le trottoir, celle-ci sera reportée sur le trottoir opposé aux travaux, une déviation adaptée devra être mise en place.

Article 7 : La protection et la circulation des piétons et des personnes à mobilité réduite, la signalisation conforme au code de la route et son entretien, nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions, l'affichage du présent arrêté sur le chantier, seront effectués par les sociétés COCHERY Ile de France et APPLIC SOL sous le contrôle des services techniques municipaux.

Article 8 : Des panneaux d'information de chantier seront mis sur place par l'entreprise chargée des travaux, 7 jours à l'avance, avant tout commencement des travaux. Pour chaque chantier, le lieu, la nature, la date de début des travaux ainsi que la durée prévisible seront affichés sur place conjointement au présent arrêté.

Article 9 : L'entreprise aura à sa charge la mise en œuvre et le maintien en état de la signalisation réglementaire et prendra les mesures nécessaires afin de laisser le domaine public propre durant la période du chantier.

Article 10 : Dans le cas où il serait constaté un manquement au niveau de la sécurité, le chantier pourra immédiatement être arrêté dans l'attente d'une remise en conformité.

Article 11 : La société reste responsable des accidents et dommages susceptibles de se produire aux abords et sur le chantier. Toute dégradation du domaine public (trottoir, chaussée, mobilier urbain et autres) sera prise en compte par la société.

Article 12 : Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur et les véhicules en stationnement gênant seront mis en fourrière aux frais et risques des contrevenants.

Article 13 : La directrice générale des services de la ville, la directrice des services techniques, le commissaire de police de la circonscription de Montmorency - Enghien-les-Bains, le responsable de la police municipale de Soisy-sous-Montmorency, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé au Conseil Départemental du Val d'Oise 2 avenue du Parc 95000 CERGY et notifié aux sociétés, COCHERY Ile de France chemin du Parc 95480 PIERRELAYE, et APPLIC SOL 9 avenue des Cures 95580 ANDILLY.

Le Maire
Vice-président délégué du Conseil départemental

Luc STREHAIANO



Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le :

Mis en ligne et/ou notifié le : 05 OCT. 2022

Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT. Le

05 OCT. 2022

La présente décision administrative peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans le délai de deux mois à compter de la date du « rendu exécutoire » mentionnée sur le présent acte